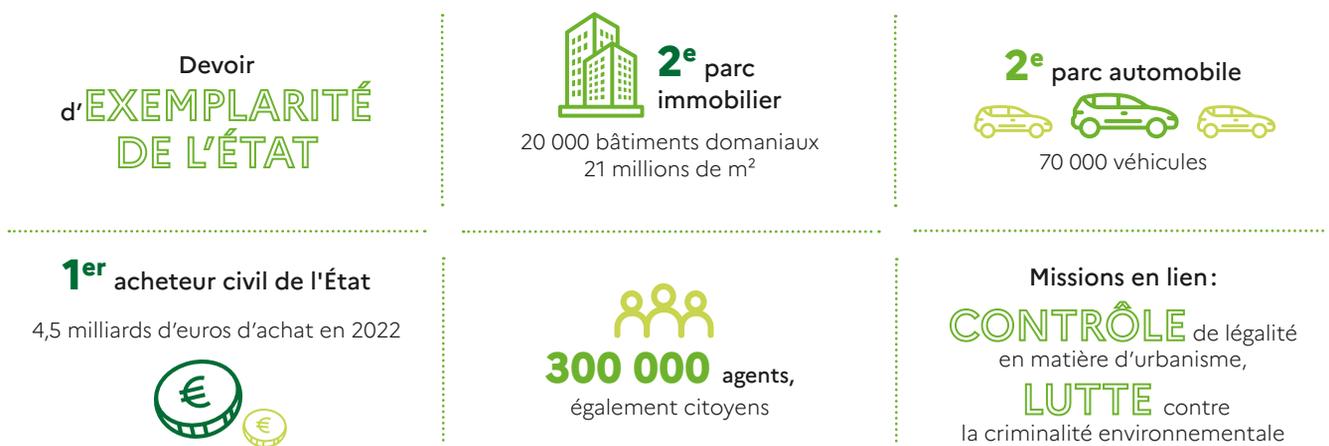




# LA CONTRIBUTION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES OUTRE-MER (MIOM) À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE L'ÉTAT

Pourquoi le MIOM constitue un acteur central de la transition écologique de l'État ?



## Contribution du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer au budget vert

D'après la cotation budget vert élaboré par le ministère chargé des Comptes publics, 8% du budget du MIOM en loi de finances initiale pour 2024, hors dépenses de personnel, a un impact positif sur l'environnement (notamment grâce au volet sécurité civile) avec **662 millions d'euros consacrés à la transition écologique.**

Dans le cadre de la LOPMI, la dynamique se poursuivra les prochaines années 2024-2026 avec une progression prévisionnelle plus rapide des dépenses favorables à l'environnement (+11% entre 2024 et 2026) que l'augmentation des dépenses de fonctionnement et d'investissement (+7%).

Pour rappel, le budget vert est une classification des dépenses budgétaires et fiscales selon leur impact sur l'environnement et une identification des ressources publiques à caractère environnemental.



## LA COTATION DES DÉPENSES

Cette évaluation se fait au regard des six grands objectifs environnementaux :

Ainsi, sont considérées comme favorables :

- les dépenses ayant un objectif environnemental principal ou participant directement à la production d'un bien ou service environnemental ;
- les dépenses sans objectif environnemental mais ayant un impact indirect avéré ;
- les dépenses favorables mais à impact controversé en présence d'impacts favorables à court terme.

## AU-DELÀ DU BUDGET VERT, QUELQUES CHIFFRES CLEFS

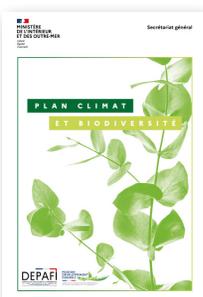
### FOCUS SUR L'IMMOBILIER : UN ENJEU DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

La valorisation des dépenses de maintenance contribuant systématiquement à améliorer la performance énergétique (relamping, gestion technique du bâtiment, optimisation chauffage/climatisation, suppression chaudières fioul, remplacement des huisseries dans le cadre de rénovation globale, isolation thermique...) permet d'atteindre un montant de dépenses en faveur de la sobriété énergétique à hauteur de **145 millions d'euros en 2024**.

Exemple : réhabilitation énergétique de l'hôtel de police Marius Berliet à Lyon (69) comprenant notamment l'isolation thermique, le remplacement des menuiseries extérieures avec occultation, la mise en place d'une VMC, le remplacement du système de chauffage et climatisation, etc.



Le plan climat et biodiversité du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer a été remis à la Première ministre le 21 juin 2023.



Télécharger le plan climat et biodiversité.



Télécharger le rapport sur l'impact environnemental du budget de l'État.



### FOCUS ACHATS : INSERTION DE CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Dans la juste suite de l'obtention du label Relations Fournisseurs Achats Responsables en 2022, le MIOM intègre pleinement les enjeux environnementaux dans ses marchés. Ainsi, en 2022, **50% des marchés comportent des clauses environnementales sur un objectif de 40%**, soit 723 procédures sur 1436 procédures pour un montant supérieur à 90K€HT.

Cela correspond à **125 millions d'euros d'achats**.

Exemple : le marché visant à l'acquisition des casques pour le peloton spécialisé de protection de la gendarmerie (PSPG) dont la performance environnementale est directement intégrée dans le critère technique, avec un sous-critère à part entière. L'indice de réparabilité ainsi que les cycles de recyclage et autres aspects environnementaux figurent ainsi dans la part réservée à l'analyse technique. Le critère de « réparabilité » est pris en compte dans le choix de l'offre la plus techniquement appropriée aux besoins de l'administration.

### FOCUS SUR LE VERDISSEMENT DU PARC AUTOMOBILE

Les véhicules électriques dédiés au ministère de l'Intérieur et des Outre-mer pour la métropole sont acquis quasi exclusivement (99%) par le biais d'un accord cadre entre la direction des achats de l'État (DAE) et la centrale de marché Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) et d'une convention spécifique entre la DEPAFI et l'UGAP. Pour les deux-roues électriques, le MIOM a utilisé un support juridique existant pour commander les véhicules électriques.

Enfin, les véhicules dédiés à l'Outre-mer (39 véhicules) sont acquis via des marchés locaux (MAPA).

	UGAP	MUJOO	AUTRES MARCHÉS	DEVIS	%
Véhicules commandés SAILMI (et SGAMI Metz)	3 417	2			98,87 %
Véhicules commandés localement en outre-mer	2		21	16	1,13 %
<b>TOTAL</b>	<b>3 419</b>	<b>2</b>	<b>21</b>	<b>16</b>	<b>100,00 %</b>
<b>TOTAL véhicules commandés plan de relance au 20/09/2023</b>	<b>3 458</b>				

### FOCUS COMPENSATION CARBONE

Dans le cadre du dispositif services publics écoresponsables, le MIOM doit compenser les émissions liées à ses déplacements aériens, hors opérationnel. Cela représente l'équivalent de 25 000 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> en 2021.

Le MIOM a fait le choix de travailler avec l'office national des forêts (ONF), afin de financer des projets sur le territoire français de reforestation et d'intégrer des cobénéfices pour la biodiversité. À ce titre, **le MIOM a affecté 1,8 million d'euros pour alimenter les projets portés par l'ONF**, pour un prix de 70euros à la tonne équivalent CO<sub>2</sub>.

Exemples : reboisement de 30 ha dans l'Hérault à la suite des dépérissements causés par des épisodes de sécheresse, ou encore reboisement de 12 ha en Lorraine suite à des épicéas ravagés par les scolytes.



## Un **plan climat et biodiversité** ministériel ambitieux qui sert la planification écologique, en cohérence avec les objectifs climatiques et environnementaux de la France qui répond aux orientations de l'État :

- Construit avec les services et les représentants des organisations syndicales.
- Coordonné par un comité ministériel, réunissant les directions et opérateurs du MIOM.

6 enjeux stratégiques...	... répondant aux orientations nationales	Exemples d'actions prioritaires
Modifier en profondeur nos comportements	Services publics écoresponsables	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre l'incubateur ministériel de projets de transition écologique.</li> <li>• Construire et déployer un plan de formation aux défis du développement durable pour les agents, incluant des formations expertes spécifiques aux métiers (achats, ressources humaines, systèmes d'information...) et aux comités de direction.</li> </ul>
Réduire l'empreinte carbone des déplacements	Plan de décarbonation de l'État	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer un maillage complet du territoire de bornes de recharges électriques et communiquer largement l'application de réservation bornes de recharges électriques.</li> <li>• Déployer des formations à l'éco-conduite.</li> </ul>
Transformer nos bâtiments	Plan national d'adaptation au changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôler l'exhaustivité et la fiabilité des données de notre parc immobilier et ainsi mesurer les risques, les besoins et les potentiels d'amélioration (« Fullaudit environnemental »).</li> <li>• Mettre en place un mode opératoire pour vérifier les circuits des réseaux d'eau pour détecter les fuites.</li> </ul>
Limiter le gaspillage des ressources	Plan national des achats durables	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposer quotidiennement une offre végétarienne.</li> <li>• Créer, formaliser et déployer la stratégie ministérielle sur l'économie circulaire et la gestion des déchets.</li> </ul>
Limiter l'empreinte écologique du numérique	Plan numérique responsable	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser une campagne de sensibilisation de tous les agents aux bons gestes du numérique pour réaliser des économies d'énergie et d'émissions en s'appuyant sur la campagne de communication interministérielle.</li> <li>• Agir sur la fin d'usage dès cette année: assurer progressivement le recyclage de 10% des postes du parc informatique du ministère sur 5 ans.</li> </ul>
Lutter contre l'érosion de la biodiversité	Stratégie nationale biodiversité 2030	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identifier les sites à enjeux grâce à une cartographie des espaces naturels du ministère (zones à risques, à potentiel...).</li> <li>• Déployer des plans de gestion différenciée pour l'entretien des espaces verts.</li> </ul>

➤ qui repose sur les plans déjà existants, tout en fixant de nouveaux objectifs et des actions ambitieuses.



Pour la 1<sup>re</sup> fois: une orientation clairement inscrite dans la feuille de route du ministre

Extrait de la feuille de route adressée au ministre de l'Intérieur et des Outre-mer – août 2022:



Je serai particulièrement attentive à ce que vos actions servent la planification écologique et soient alignées avec les objectifs climatiques et environnementaux de la France (...).



Elisabeth Borne,  
Première ministre

## Actions mises en œuvre pour aller plus loin

### La mobilisation des agents: l'incubateur SYMBI'OSE



Créé en 2021, l'incubateur de projets de transition écologique Symbi'ose permet depuis 3 ans à une dizaine d'agents par an de soulever une problématique de leur quotidien en lien avec l'environnement pour y apporter des solutions.

C'est ainsi qu'un gendarme a porté le déploiement d'une application permettant la lutte contre les atteintes à l'environnement ou encore qu'un agent technique travaille actuellement sur la réparation des produits courants grâce à l'impression 3D, favorisant l'économie circulaire.



### Agir pour la biodiversité: l'appel à projets Biodiversité



Ayant pour objectif de financer des projets favorables à la biodiversité, cet appel à projets recense depuis 5 ans une cinquantaine de projets par an: des casernes de gendarmerie, des hôtels de police ou encore des préfectures sont aujourd'hui des « oasis de biodiversité ».

Appuyé par l'office français de la biodiversité et la ligue de protection des oiseaux, le MIOM contribue ainsi à la trame verte et bleue.



Exemple: projet global en Nouvelle-Calédonie de plantation d'espèces endémiques (250 palmiers, verger conservatoire, etc.).

### Biodéchets: expérimentation sur la collecte par la direction centrale des compagnies républicaines de sécurité (DCCRS)

Afin de préparer l'obligation de trier et valoriser les biodéchets, la DZCRS Sud a décidé de mener une expérimentation afin de collecter et de trier les déchets dans deux compagnies de CRS. La collecte et le tri sont gérés par l'entreprise « Les Alchimistes » qui crée du compost. Pour les compagnies de CRS souhaitant valoriser les déchets organiques via la méthanisation, la DCCRS a rencontré un partenaire à Toulouse pour mettre en place une expérimentation.



### Projet immobilier exemplaire: Universeine



Le futur site de regroupement des fonctions supports du MIOM sera exemplaire au regard des enjeux de sobriété énergétique, de biodiversité comme d'adaptation au changement climatique.

Le site sera conforme à plusieurs labels (HQE Bâtiment durable, BREEAM New construction et Biodivercity – premier label international pour la prise en compte de la biodiversité dans les projets immobiliers) et sera chauffé et rafraîchi par le biais de la géothermie, énergie renouvelable.

Le site comportera des patios de pleine terre qui créeront des îlots de fraîcheur ombragée (et un corridor de biodiversité jusqu'à la Seine) et les toitures terrasses végétalisées constitueront un isolant thermique efficace. Ces deux types d'espaces extérieurs diminueront le besoin en climatisation des bureaux. De plus, les patios permettront de récolter toutes les eaux pluviales du site et d'en assurer la bonne infiltration dans le sol. Enfin, les essences d'arbres choisies pour ces patios et terrasses sont classées parmi les moins allergisantes, elles sont locales donc adaptées au climat francilien.

### AU NIVEAU INTERNATIONAL :

Contribution à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD). [Plus d'information.](#)

